



HAL
open science

L'agir militant comme frontière identitaire basque

Isabelle Lacroix

► **To cite this version:**

Isabelle Lacroix. L'agir militant comme frontière identitaire basque. *Frontières identitaires et Représentations de l'altérité*, Jan 2012, Paris, France. pp.1/14. halshs-00750849

HAL Id: halshs-00750849

<https://shs.hal.science/halshs-00750849>

Submitted on 12 Nov 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'AGIR MILITANT COMME FRONTIÈRE IDENTITAIRE BASQUE

Isabelle LACROIX

Résumé

Cet article analyse la façon dont les groupes autonomistes basques en France fabriquent, maintiennent et transforment des frontières définissant un « nous » « national » « basque » et un « eux » « non basque ». Il s'appuie sur un corpus empirique de quarante entretiens biographiques de militants du conglomérat nationaliste. Puisant dans les travaux de Daniele Conversi, spécialiste des nationalismes catalan et basque, qui a ajouté à la pensée de Fredrik Barth l'analyse du contenu des frontières identitaires, cet article met à jour les stratégies militantes et les configurations socio-historiques qui font évoluer les catégories désignant un « nous » national basque. À partir des années 1970, ces organisations militantes ont rejeté une définition raciale et généalogique de l'appartenance basque au profit de la langue. La dimension idéologique s'est imposée ensuite comme critère de « nous » basque. Selon cet espace d'engagement, c'est l'agir ensemble qui définit aujourd'hui une personne comme basque.

Mots clés

Frontières ; identité ; nationalisme ; engagement ; conflits ; Pays basque français

Abstract

This article analyses the way Basque separatist groups in France create, maintain and transform the identity boundaries of a “Basque national” “Us” and a “non Basque” “Them”. This contribution draws from our fieldwork and a corpus of forty biographical interviews with activists belonging to the Basque nationalist conglomerate. Based on Daniele Conversi's work, an expert on Catalan and Basque nationalism who has added to Fredrik Barth's thought an analysis of identity boundaries contents, we try to reveal the activist's strategies and the socio-historical contribution to the evolution of a “Basque national” “Us” category. Since the 1970s, these activist organizations have rejected the genealogical and racial definitions of a Basque identity in favor of a linguistic approach. An ideological dimension has then prevailed as a criterion for a Basque “Us”. Following on from this new commitment, what nowadays defines a Basque person is the idea of *Acting Together*.

Key words

Boundaries ; identity ; nationalism ; commitment ; conflicts ; French Basque Country.

Biographie

Isabelle Lacroix est docteure en sociologie au Laboratoire Printemps-CNRS à l'Université de Versailles-Saint-Quentin.

Adresse : Laboratoire Printemps CNRS-UVSQ, 47, boulevard Vauban, 78047 Guyancourt Cedex

Courriel : isalacroix@aol.com

Introduction

Cet article¹ analyse la façon dont les groupes autonomistes basques (abertzale, littéralement patriote) en France fabriquent, maintiennent et transforment des frontières définissant un « nous » « national » « basque » et un « eux » « non basque ». L'absence de définition juridique de « la communauté basque » au Pays basque français laisse place à différentes visions et différents imaginaires de cette « identité ». Ne possédant pas d'institutions autonomes comme au Pays basque espagnol, elles sont produites en majorité au sein des différents groupes sociaux et non pas dans des instances administratives, même si ces dernières années, les créations de plusieurs schémas de développement du territoire et de l'Office Public de la Langue Basque préfigurent une cristallisation institutionnelle d'un « Pays basque » en France.

Le mouvement nationaliste basque en France se structure en 1963 avec la fondation du parti Enbata par des jeunes intellectuels basques qui, durant leurs études à Bordeaux, Toulouse et Paris, se confrontent à l'altérité culturelle dans leur parcours social ascendant. Démocrate-chrétien au départ, Enbata évolue vers une gauche plus radicale sous les influences imbriquées du contexte national français de mai 1968, de la sociabilité avec les réfugiés proches de l'organisation armée ETA qui ont fui le régime de Franco, et du contexte international de décolonisation des pays du tiers-monde. Aujourd'hui, ce monde militant est constitué de multiples structures : des partis politiques, des associations, des bars, des radios, des médias, une maison d'édition, des coopératives économiques, des écoles en langue basque. S'il remporte de faibles résultats dans les urnes en France, ses

activités culturelles et sociales importantes séduisent de nombreux jeunes.

Les différentes organisations militantes opèrent tout un travail de sélection de pratiques culturelles qu'elles transforment en traits différenciateurs. Leur objectif est de fabriquer des frontières identitaires partagées dans la perspective d'une « nation basque ». L'enjeu des nationalistes au Pays basque français est de créer un espace psychologique et territorial pour se dire « basque ». Cette rationalisation est mimétique de l'État. Tout en s'appuyant sur l'ethnicité pour construire une différenciation vis-à-vis d'un Autre, les organisations abertzale s'en distinguent sur certains points. Les apprentissages militants produisent un saut qualitatif idéologique important ; au fil des contextes socio-historiques, ils bouleversent et s'éloignent des référents traditionnels de « l'identité basque » dans lesquels se maintiennent les autres groupes sociaux. Comme le soulignent Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fénart, citant Hobsbawm, « le nationalisme est un programme politique tandis que l'ethnicité n'en est pas » (1995 : 57) ; certes, l'ethnicité « peut être utilisée politiquement, mais la politique de l'ethnicité n'a pas de lien nécessaire avec le nationalisme et peut être complètement indifférente aux objectifs des programmes nationalistes » (*Ibid*). C'est le rapport à l'État qui différencie l'ethnicité du nationalisme².

Pendant longtemps, les théoriciens du nationalisme n'analysaient pas les frontières identitaires. Or, les cadres et les militants de base des partis politiques autonomistes basques donnent une place primordiale aux limites qui définissent leur future « communauté nationale ». Christophe Jaffrelot (2006) souligne que la majorité des chercheurs qui observent le nationalisme se sont attachés à la construction de l'État et au mouvement d'autodétermination politico-institutionnelle en occultant la dimension idéologique sous-jacente. Dans le cadre de ce travail de recherche sur les groupes militants basques, le nationalisme est envisagé comme un

¹ Issu d'un travail de thèse (2002-2009) sur l'engagement militant autonomiste au Pays basque français, il s'appuie sur un corpus empirique de quarante entretiens biographiques de militants du conglomerat nationaliste et l'observation ethnographique (carnets de terrain, photos) des occasions de mise en scène de l'identité militante (réunions publiques et internes, universités d'été de partis, fêtes, manifestations, grève de la faim, participation à des réseaux associatifs de solidarité au mouvement basque à Paris). Le recueil de sources secondaires telles que 273 documents militants et sept vidéos complète ces entretiens et observations.

² L'anthropologue norvégien Thomas Eriksen (1993) constate que « pour un nationaliste, les frontières politiques devraient correspondre aux frontières culturelles, alors que nombre de groupes ethniques ne réclament aucun pouvoir de contrôle sur un État qui serait le leur », cité par Jaffrelot Christophe (2006 : 87).

processus de création idéologique qui vise à construire un rapport à l'Autre (*Ibid*) et donc, à créer ou maintenir des frontières. Cela rejoint pleinement les théories de l'ethnicité centrées sur la définition du groupe, notamment celles interactionnistes de Fredrik Barth qui soulignent que l'identité se construit et se transforme dans l'interaction des groupes sociaux, par des processus d'inclusion et d'exclusion (1995 : 211). Toutefois, une aporie dans son raisonnement persiste : Barth ne s'intéresse pas au contenu culturel du groupe ethnique car les traits culturels évoluent au cours de l'histoire et selon les interactions avec d'autres groupes. Ainsi, on ne sait plus ce qui est spécifiquement ethnique ou pas dans l'opposition du « nous » au « eux ». Il souligne pourtant très succinctement qu'il faut porter son attention aux traits différenciateurs choisis dans le cas de luttes politiques pour glorifier l'identité d'un groupe (Lapierre, 1995 : 12). C'est donc vers la mise en relief des critères d'appartenance et des symboles identitaires dans l'interaction sociale que s'oriente ce travail de recherche sur les groupes autonomistes basques en France. Les travaux de Daniele Conversi (1999), spécialiste des nationalismes basque et catalan en Espagne, qui a ajouté à la pensée barthienne l'analyse du contenu dans le processus de maintien des frontières identitaires élaborées par les nationalistes, sont éclairants à plus d'un titre. En effet, sur le terrain étudié, certaines frontières sont fluides et d'autres sont constantes au fil des années.

Analyser le contenu de ces symboles identitaires renvoie très vite à la question : quel type de « nation » le nationalisme basque français propose-t-il ? Le sociologue dispose d'une littérature classique qui modélise des formes de nationalisme à travers deux idéaux-types antagonistes : culturel ou politique, ethnos ou démos (Sériot, 1997), exclusif ou inclusif, fermé ou ouvert. Ces antagonismes ne fonctionnent pas sur le terrain ; la réalité empirique est beaucoup plus complexe. Cependant, ces idéaux-types sont heuristiques pour saisir, selon les périodes historiques, les axes idéologiques privilégiés par les organisations abertzale.

À partir des années 1970, les organisations militantes autonomistes basques ont rejeté une définition raciale et généalogique de l'appartenance basque au profit de la langue. La

dimension idéologique s'est imposée ensuite comme critère du « nous » basque. Selon cet espace d'engagement, c'est l'agir ensemble qui définit aujourd'hui une personne comme basque ; l'implication militante définit l'inclusion dans le groupe « basque ». La valorisation de la figure de l'« euskaldun berri » (le nouveau basque /bascofphone) révèle parmi d'autres cette production nouvelle d'une appartenance basque par l'activisme culturel et politique. Mais des tensions subsistent malgré tout, sur la place à donner à la langue basque comme frontière identitaire. Enjeu de luttes, cette construction des frontières d'appartenance produit des conflits à l'intérieur de l'espace d'engagement nationaliste, mais également dans l'ensemble de la société basque. La création de plusieurs cartes d'identité, enjeu de reconnaissance, révèle ces oscillations et conflits sur les frontières identitaires.

Des critères primordialistes d'appartenance basque jusqu'aux années 1970

À la création de leur mouvement, les nationalistes vont puiser dans différents regards déjà existants, exogènes comme endogènes à la société basque, avant de s'en éloigner, même si persistent quelques traces de ces représentations dans les entretiens biographiques des militants enquêtés.

Une conception biologisante des frontières identitaires

Les premiers critères de désignation des frontières identitaires basques ne sont pas le produit de la société basque mais proviennent de l'extérieur. L'analyse des marqueurs exogènes est pertinente car les référents identitaires se construisent dans un rapport d'altérité et ne résultent pas totalement du choix des autonomistes basques. L'anthropologie physique basque espagnole, allemande, française, au travers du concept de « race », puis culturelle au travers de l'analyse de la langue, des coutumes et des fêtes, ont défini le « groupe ethnique basque » des deux côtés de la frontière, dans une perspective essentialiste. Ces différentes anthropologies ont joué un rôle dans le dessin de « l'entité basque ». Devant la difficulté de mettre à jour l'origine de la langue basque, elles ont étiqueté les habitants du Pays basque comme

« mystérieux », assimilant ici les caractéristiques de leur langue à des traits distinctifs de personnalité collective. Le regard touristique a également contribué à construire une étrangeté radicale « des Basques ». Les descriptions « des Basques » par des auteurs des XVI^e et XVII^e siècles tels que Montaigne (1580) ou Pierre de Lancre (1612), oscillent entre le mythe du bon sauvage et celui du sauvage satanique³. La vision des romanciers du XIX^e est celle d'une communauté homogène, isolée des autres, avec sa culture, sa langue et sa psychologie propre. La phrase de Victor Hugo, « on naît basque, on parle basque, on vit basque et l'on meurt basque »⁴ témoigne de ce regard essentialiste. Comme le montre Pierre Bidart, « la constitution, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle autour de Biarritz, d'un tourisme balnéaire très élitiste achève de consacrer l'image d'un Pays basque idéalisé et recherché comme un lieu de villégiature d'excellence » (2001 : 43). Le regard biologisant se maintient également jusqu'au milieu des années 1950, par une littérature qui décrit la morphologie physique basque⁵ ou sa psychologie.

L'apparition d'un marqueur identitaire issu de la société basque de France est le fait de l'Église au XIX^e siècle. En conflit sous la III^e République, l'Église et l'État tentent de contrôler idéologiquement la population basque. L'Église au Pays basque introduit l'association « basque et croyant » (« euskaldun-fededun »), comme marqueur d'appartenance. Une métaphysique de l'identité basque⁶ apparaît. La langue est également un marqueur identitaire, pensé comme le fruit d'un héritage biologique et inscrit dans une immanence. À ce titre, il est intéressant de consulter les dictionnaires. En langue basque, être basque, se dit *euskaldun*, ce qui signifie littéralement *euskara-dun*, celui qui parle le

basque (l'*euskara*). L'identité est associée à la langue. De même, l'espace géographique est désigné par le terme d'*Euskal Herria* (le Pays où l'on parle la langue basque). Mais selon les époques, la traduction en langue française du mot *euskaldun* révèle le contenu que donnent les individus à l'identité basque. En 1926, le dictionnaire du père jésuite Pierre Lhande (1926 : 281), le traduit selon deux acceptions : la première qualifie la personne qui est basque de naissance ; la seconde, celle qui parle la langue basque. Ainsi, la conception ecclésiale de l'identité basque du début du XX^e siècle privilégie en premier lieu les liens du sang, tout en donnant une place importante à la langue basque.

Ce détour historique permet de comprendre les sources sur lesquelles s'appuient, ou dont au contraire s'éloignent, les nationalistes basques en France. Les critères annoncés, lors de l'inauguration du parti Enbata le 15 avril 1963, dans la Charte d'Itxassou, se fondent sur des caractéristiques ethniques et culturelles primordialistes : « *Nous, basques, sommes : un Peuple par la Terre, la Race, la Langue, les Institutions ; une Nation par notre Volonté passée et présente ; une Démocratie par notre Nature et Notre Histoire* » (Davant, 2000 : 257). La race est convoquée comme clôture de l'appartenance nationale basque. Si la période 1960-1968 d'Enbata s'appuie sur une définition des « Basques » comme communauté naturelle (Brock, 1992), la religion n'y est plus un critère d'appartenance. Le mouvement nationaliste est résolument laïc, même si les liens entre religion et nationalisme présentent encore des traces aujourd'hui. L'ethos militant (sacrifice, foi en la cause basque) et les rites séculiers tels que les fêtes et les manifestations militantes, prennent leur source dans la socialisation religieuse. La notion d'âme basque reste présente dans certains entretiens biographiques de militants dont la pratique religieuse constitue un vecteur d'identité personnelle.

Dans les premiers temps du parti Enbata, c'est également la notion de patrie qui est mobilisée. Elle est fortement associée à la parenté « *ta patrie, c'est ton père, ta mère, c'est ta maison, ce*

³ Les extraits d'écrits de ces deux auteurs ont été trouvés dans un recueil de textes d'auteurs sur le Pays basque dans Jean-Claude Garnung (2003).

⁴ Victor Hugo et le Pays basque, « la langue basque est une patrie », Donostia, Éditions Elkar, (2002 : 62), 2 août 1843.

⁵ À titre d'exemple de phrases repérées parmi de nombreux ouvrages de cette période historique : « ainsi, le labourdin a-t-il sa cage thoracique et le biceps particulièrement développés » (Bernoville, 1946)

⁶ Cette métaphysique s'est poursuivie jusqu'au début des années 1970. En témoigne le livre de l'abbé Roland Moreau (1970) qui parle d' « âme basque ».

sont tes enfants »⁷. L'appartenance basque par les liens du sang et le recours à l'*etxe* (la maison) dans la délimitation des frontières d'inclusion et d'exclusion au groupe se situe dans la continuité des délimitations élaborées par l'Église basque et par le parti politique régionaliste Aintzina (1933-1946) qui affirmait : « *Notre parti n'oublie pas que pour un vrai Basque, le centre de tous les intérêts est la maison etchea : aussi notre programme est essentiellement familial* » (Malherbe, 1977 : 20). Cette métaphore familiale de la patrie est l'une des manières de construire la croyance subjective en une origine commune. Le rôle de l'*etxe*, marquée par le droit d'aînesse intégral et l'indivisibilité des terres, a été central au Pays basque français, jusque dans les années 1960. En liant lignage et patrimoine, ce système donnait jusque là une autorité importante aux parents, garants de la transmission de la propriété collective, notamment à travers un contrôle informel des mariages, à l'instar de ce qu'a étudié Pierre Bourdieu (2002) dans le Béarn. Au cours d'un entretien biographique, la révélation d'une préconisation collective entreprise jusqu'à la fin des années 1960 par une organisation culturelle abertzale, de se marier entre Basques de France et Basques d'Espagne, qui s'est soldée par de nombreux divorces, témoigne de cette construction généalogique des frontières identitaires. Dans les premiers écrits d'Enbata, l'arrivée « *d'estivants*⁸ » ou « *d'estivantes* » au Pays basque français pouvant séduire les « *Basques* » lors de bals est dénigrée. Cependant, ces faits témoignent plus d'un rapport dissymétrique ville/ campagne, que d'un rejet de ce type de relations. Cette injonction à rester dans le même groupe social par le mariage n'est pas d'ailleurs sans rappeler l'encadrement par l'Église basque des couples en migrations au travers la création de Maisons Basques à travers le monde.

⁷ *Enbata*, n°1, septembre 1960, cité par Franck Brock (1992 : 169).

⁸ La population française n'est pas ethnicisée par les abertzale de France. Ce sont les institutions (partis, État) qui sont qualifiées comme « français ». L'absence de délimitation claire d'un « eux » chez les nationalistes basques français témoigne de rapports à l'adversaire étatique moins frontaux que chez les nationalistes basques espagnols. Ceci s'explique par des processus historiques différenciés selon le côté de la frontière.

Si la première période du nationalisme basque espagnol valorisa de façon obsessionnelle le nom de famille comme marqueur de « race » et par là même de « nationalité » basques, au Pays basque français, en particulier dans le monde rural, c'est le nom de la maison qui inscrivait⁹ un individu dans une filiation « basque ».

À partir des années 1970, les définitions biologisantes en France sont écartées par l'influence de nouvelles normes de définition du groupe élaborées par l'organisation armée basque espagnole ETA, mais également parce que la structure sociodémographique du Pays basque français se transforme.

La montée de la langue basque comme critère d'appartenance

Au Pays basque espagnol, l'anthropologue Enric Porqueres constate qu'« il est un premier discours nationaliste, qui à la fin du XIX^e siècle en appelle à un certain nombre de traits qui se veulent particuliers à la nation basque : outre des ancêtres communs, sont invoqués des lois propres (les fueros), des traditions exclusives, un catholicisme exemplaire et surtout la langue, véritable trait distinctif » (2001 : 528). Le fait linguistique à cette période est fondamental dans les références identificatoires basques. Mais peu à peu, cette différenciation par la langue perd en modalité opératoire. Les limites entre un « nous » et un « eux » deviennent raciales sous la plume de l'idéologue nationaliste et fondateur du PNV¹⁰, Sabino Arana Goiri, à la fin du XIX^e siècle. Le développement de l'industrie au Pays basque espagnol produit des vagues migratoires (des andalous principalement). Sabin Arana Goiri invente le concept « *euskotar* » qui désigne les vrais basques par le sang et par la race et « *Euskadi* »¹¹, le pays de ceux qui sont de race basque. La langue basque dans l'idéologie sabinienne est un critère secondaire de basquité en raison de son ouverture. La langue, parce qu'elle peut s'apprendre, intègre les étrangers plus facilement. Le « Basque » devient l'opposé

⁹ Ceci n'est pas propre au Pays basque mais à l'ensemble des sociétés rurales pyrénéennes.

¹⁰ Parti Nationaliste Basque.

¹¹ Aujourd'hui, ce néologisme a un sens plus administratif qu'ethnique. À partir des années 1980, la qualification « Euskadi » s'institutionnalise en une communauté autonome qui recoupe les provinces d'Araba, de Biscaye et de Guipúzcoa.

du « *Maketo* » (désignation très péjorative de l'Espagnol). Une différenciation par l'origine s'installe. La place du nom de famille à consonance basque devient centrale dans la construction de l'identité basque. Selon Michel Wieviorka, le racisme de Sabino Arana doit être situé dans son contexte historique : la notion de race a encore statut d'opinion et répond au discours nationaliste espagnol qui affirme que la nation espagnole est une unité de race mais aussi de territoire (1988 : 300). Toutefois, si la langue est secondaire par rapport à la race dans la première formulation théorique du nationalisme basque, Sabino Arana s'engage dans le mouvement linguistique, notamment en faveur d'une orthographe unifiée. Il se retrouve au début du XX^e siècle, au sein de l'association transfrontalière Euskalzaleen Biltzarra (dont il fut vice-président jusqu'en 1905), aux côtés de prêtres bascophiles, de basques français ultra conservateurs et absolument pas séparatistes, qui avaient la troisième république anticléricale pour principal ennemi.

Ce n'est qu'avec la naissance d'ETA qu'une vision du monde basque alternatif au nationalisme racial se construit et réussit à s'imposer (Porqueres, 2001 : 533). Si ETA influencée par le marxisme-léninisme, reprend quelques points du nationalisme sabinien¹², elle se distancie particulièrement sur deux points principaux : la religion et la notion de race, mais également sur un point de nature plus stratégique qu'idéologique : l'activisme et la violence (Elorza, Garmendia, Dominguez, Unzueta, 2002 : 102). ETA met en avant le droit du sol mais c'est la langue qui prime dans l'idéologie du nouveau modèle nationaliste (Porqueres, 2001 : 533). Les trajectoires socioculturelles des leaders d'ETA expliquent cette importance donnée à la langue. Txilladegui est issu d'un couple mixte et Federico Krutwig est un philologue d'origine allemande. Ils sont entrés dans la question basque par la langue. Ils n'entrent pas dans la catégorie « basque » construite par Sabin Arana Goiri. Dans cette nouvelle définition, c'est le versant rejeté par Sabin Arana Goiri qui est valorisé : un

individu ayant un nom castillan qui parle le basque est plus Basque que celui dont le patronyme est basque et qui n'utilise pas la langue basque dans les interactions quotidiennes. La période franquiste renforce ce nouveau nationalisme (Jauréguiberry, 1983) : il s'ouvre et encourage la participation des immigrés. La répression culturelle et politique du régime vise les habitants du Pays basque espagnol quelle que soit leur origine. Comme le constate Francis Jauréguiberry, elle transforme les frontières traditionnelles d'un « nous » basque face à un « eux », les « immigrés », en un « nous », « la société civile » face à « eux », « les forces de l'ordre et ceux qui les commandent ». Ce sociologue atteste dans les discours nationalistes, d'un passage d'une définition ethnique de la nation basque à une définition politique.

C'est également cette question de prise en compte de l'ensemble de la société basque à laquelle est confronté le nationalisme basque français. À partir des années 1970, le virage à gauche des organisations nationalistes basques françaises, influencé par mai 1968 et l'idéologie d'ETA, introduit de nouveaux critères. Ce ne sont plus la race et « la communauté de sang » qui sont mobilisées, mais la langue, la culture et la politique. Le contexte social français joue aussi dans cette transformation et explique l'importance accordée à la langue dans le travail militant de construction de frontières externes au « groupe basque ». Dans les années 1960-1970, la mécanisation du travail agricole, l'allongement de la scolarité des jeunes, la tertiarisation et la féminisation du salariat, l'arrivée au Pays basque de la télévision et d'un tourisme de masse, la fermeture des industries traditionnelles (de chaussures à Mauléon et Hasparren et de pêche et conserverie à Saint-Jean-de-Luz et Ciboure) bouleversent profondément les rapports sociaux. Si cette évolution concerne toute la société française, au Pays basque, les oppositions entre campagne et langue basque d'une part, entre ville et langue française d'autre part, renforcent le stigmate de l'habitus paysan. La langue cristallise ce sentiment d'infériorité. Comme le souligne Vincent Dubois, « la croyance dans la valeur de la langue est d'autant plus forte que cette valeur est associée à des positions sociales qu'elle fonde et symbolise. Dès lors que les groupes sociaux estiment cette valeur menacée – et avec elle leur position dans l'espace

¹² La notion d'occupation étrangère sur le territoire basque est issue de l'idéologie sabinienne mais elle se transforme au sein d'ETA : ce n'est plus une population qui « colonise » un territoire mais un État par le biais d'institutions (Guardia civil, etc.) qui occupe le Pays basque.

social – les questions linguistiques sont construites en problèmes sociaux » (2001 : 46).

Ces stratégies d'ouverture des nationalistes basques français à une population non-originaires du Pays basque permettent d'une part, d'augmenter les adhésions (un nombre important d'habitants du Pays basque provient d'autres régions françaises) et d'autre part, d'évacuer le sens péjoratif de l'étiquette « nationaliste ». Les nationalistes produisent tout un travail de labellisation pour se dégager de définitions qui les taxeraient de fermeture¹³. Mais cette ouverture n'est pas seulement stratégique. Le nombre de couples mixtes chez les militants nationalistes basques français est très important. Ceci s'explique d'une part, par la forte attractivité que constitue, après les années 1968, le mouvement abertzale auprès de la population d'extrême-gauche hexagonale et d'autre part, parce que certains conjoints se sont rencontrés dans le cadre de leurs études en dehors du Pays basque. Cette entrée de non-basques dans l'abertzalisme n'est pas sans susciter étonnement ou critiques de la part d'une partie de la société basque, qui se définit comme basque sans être autonomiste, ou qui s'oppose à toute forme de reconnaissance de la culture basque. Ces personnes mettent le plus souvent en avant des conceptions essentialistes des frontières identitaires. Comme le met à jour Pierre Thomas (2005), aussi paradoxal que cela puisse paraître, des groupes antinationalistes basques au Pays basque français qui rejettent le projet de création d'un département Pays basque jugé ethnicisant, s'appuient sur la croyance en l'existence de cette ethnie.

Ainsi, les discours substantialistes disparaissent des écrits et des prises de paroles publiques des militants, même s'il en reste quelques traces dans l'imaginaire quotidien, en particulier chez les plus anciens. La définition non-généalogique devient majoritaire au sein de l'espace militant abertzale: « Pour nous, être basque, c'est vouloir

le devenir. Il y a des gens qui n'ont pas de parents basques et qui sont plus basques que quelqu'un qui s'appelle Etcheverry. Ce n'est pas ethnique, ce n'est pas le sang, ce n'est pas les parents. Donc est basque, n'importe quel individu qui se reconnaît » (Damien, né en 1960, de parents béarnais, membre du parti AB, travailleur social). Les frontières identitaires vont se déplacer progressivement de l'extérieur à l'intérieur du groupe « basque ». Le mot « basque » ne revêt plus un caractère ethnique mais prend un sens idéologique et politique au sein de l'espace militant autonomiste.

L'agir ensemble comme appartenance basque : une identité définie par l'activisme militant

La montée de la dimension idéologique d'un « nous » basque : le dépassement d'une définition essentialiste de la langue basque par l'apparition de la figure de l'« euskaldun berri¹⁴ » (le nouveau basque)

À partir des années 1970, les militants abertzale du Pays basque français privilégient donc une identification eskualdun (qui signifie basque par la langue). Mais c'est l'« euskaldun berri »¹⁵ qu'ils construisent progressivement comme symbole d'appartenance basque, et qu'ils vont distinguer de l'« euskaldun zahar » (le vieux basque ; bascophone ayant comme langue maternelle la langue basque). La transmission intergénérationnelle de la langue basque est de plus en plus faible et s'acquière de plus en plus souvent à l'âge adulte. La façon dont les individus l'ont acquise change donc les représentations de l'identité basque. Le journal militant abertzale basque français « Ateka », marqué idéologiquement par des idées

¹³ L'utilisation exclusive par les militants du terme abertzale participe de ce travail de labellisation ouverte du mouvement. Inventé par le fondateur du Parti Nationaliste Basque, Sabin Arana Goiri, les militants français refusent de traduire ce néologisme par « nationaliste » car il « est chargé d'atrocités ». Certains rejettent même la traduction de « patriote », préférant définir le mouvement uniquement par le mot basque, ce qui donne une image plus ouverte à l'altérité.

¹⁴ Bascophone n'ayant pas comme langue maternelle le basque ; le sociologue Gabriel Gatti (2006) a bien montré comment les collectes statistiques des pratiques linguistiques ont largement contribué à partir de 1960 à produire cette distinction sociale du « nouveau Basque ».

¹⁵ Si proportionnellement à leur population, les « euskaldun berri » sont plus importants dans la communauté autonome basque (Euskadi) qu'au Pays basque français, c'est en raison du rôle central que joue la langue basque dans leurs institutions de tous les jours (écoles, administrations, etc.).

d'extrême-gauche, consacre un dossier¹⁶ à cette figure bascophone dans le numéro du mois de décembre 1986. Cette revue fut écrite par de nombreux militants habitant sur la côte basque, où la présence de la langue basque est moindre. Beaucoup de leurs membres ont appris la langue à l'âge adulte dans le cadre de leur engagement abertzale. Durant les années 1980, les organisations apparaissant sur la côte basque ont agi sans se référer à des matériaux culturels. Leurs militants ne savaient pas la langue. Leurs activités portaient essentiellement sur les revendications politiques et économiques. Une partie d'entre eux, issus pour certains d'autres régions françaises, ont ensuite milité dans les réseaux d'apprentissage de la langue basque. Mais à cette époque, les nationalistes basco-phones leur ont souvent reproché de « *n'être pas basques* ».

Derrière ce terme de « nouveau basque », un sens politique est évoqué. La démarche d'apprentissage n'est pas linguistique mais idéologique. Selon les militants, la distinction entre « ancien » et « nouveau » ne se situe pas dans l'acquisition linguistique mais dans le « *comportement* » de la personne qui a appris récemment le basque : « *elle salue en basque, elle chante en basque, elle écoute « Gure Irratia »¹⁷, elle lit « Argia », elle fait ses courses en basque [...]* ». Il s'agit selon eux « *d'une option résolument volontariste, quasi-militante de l'emploi de l'euskara, qui s'assigne pour but l'extension systématique de la langue à tous les domaines de la vie quotidienne* »¹⁸. En revanche, « l'euskaldun zahar » a appris la langue dès la prime enfance et la pratique sans aucune acception volontariste ; la langue revêt un aspect utilitaire, communicationnel, familial et non politique.

Ainsi, le facteur définissant l'appartenance au groupe basque se déplace de la langue à l'adhésion au mouvement nationaliste et sa défense de la langue basque. C'est la valeur symbolique de la langue plus que sa pratique, qui est mise en avant comme frontière identitaire. Les nationalistes valorisent l'acte d'apprentissage ; le niveau atteint n'est pas important.

« *On devient basque en l'apprenant. Par la volonté et notamment en respectant ce pays. Alors, c'est un peu large comme concept mais en tout cas en apprenant la langue ou alors en étant sympathisant de tout ce qui œuvre pour la langue et la culture. Voilà. Moi, je suis devenu basque parce que je l'ai appris en...pfff, je n'ai pas fini de l'apprendre* ». (Damien, né en 1960, membre d'AB, travailleur social). Comme l'ont bien montré Benjamín Tejerina Montaña (1992) dans ses travaux sur les relations existantes entre langue et processus d'ethnicité ; entre langue et nationalisme et Nekane Jausoro (1999) dans son étude sur le fonctionnement pratique, symbolique et discursif des langues basque et espagnole dans l'interaction sociale des jeunes, une grande partie de non-bascophones ont le sentiment d'appartenir à la communauté linguistique basque et ont le désir d'apprendre la langue. L'adhésion affective à la langue basque est déjà une première possession symbolique du sentiment d'appartenance au « nous national basque ». Même si, ces dernières années, les organisations culturelles abertzale tentent de dissocier la langue du politique afin d'amener de plus en plus de non-nationalistes à s'appropriier la langue basque, son usage continue à cristalliser un conflit politique entre les abertzale et les autres groupes sociaux au Pays basque. La construction des frontières identitaires ne s'établit plus entre communautés linguistiques basque et française, mais entre membres parlant la langue basque. Mais la langue produit aussi des conflits au cœur du nationalisme basque en France.

En effet, si tous se sont accordés au fil des années pour se dégager des contenus généalogiques et essentialistes des frontières d'appartenance, des conflits apparaissent entre militants sur les priorités à donner ou pas aux critères culturels comme définition du groupe « basque ». Ces changements et tensions s'observent dans la nouvelle définition du mot « euskaldun » qui apparaît dans les récents dictionnaires basque-français¹⁹ : en premier lieu, le mot définit à présent un bascophone comme une personne qui sait la langue basque. Le passage s'est réalisé, de l'expression « parler la langue basque » qui délimitait le mot euskaldun dans les dictionnaires du début du XX^e siècle, à la nouvelle expression

¹⁶ « Dossier : Iparraldean euskaldun Berri », Ateka, ezker abertzaleen ilabetekari/z.37/86 abuendua/141, n°37, Décembre 1986 : 6-11.

¹⁷ Radio bascophone.

¹⁸ Ibid : 7

¹⁹ *Dictionnaire Elhuyar*, Hiztegia, euskara-frantsesa, français-basque, (2005 : 107).

« savoir la langue ». La pratique de la langue ne définit plus strictement un « euskaldun ». En second lieu, « euskaldun » définit un basque, un habitant du Pays basque. Ici c'est le droit du sol qui est convoqué.

La langue basque comme unique catégorisation identitaire est rejetée par une partie des militants : « *Dans les idées abertzale, il y a de bonnes idées. Il y a que c'est ouvert à tous ceux qui s'intéressent à la culture basque de façon très large, quelle que soit l'origine de la personne. Ca c'est la partie ouverte. La partie moins ouverte, c'est d'une part, mais ils sont de moins en moins nombreux, ceux qui considèrent qu'on peut s'intéresser au Pays basque, qu'on peut être représentatif du Pays basque que si on en est, si on y est né ou extrait de la famille, mais c'est parmi les plus âgés. Et puis il y a un autre côté, ceux qui considèrent qu'on ne peut être représentatif encore une fois du Pays basque que si on parle la langue ; point. Et ça, c'est parmi les plus jeunes. Ne sont basques que ceux qui parlent le basque. Donc, il y a ces deux extrêmes, mais la grande majorité pensent que ce n'est pas ces deux extrêmes qui sont représentatifs de l'identité* ». (Jérôme, né en 1961, sympathisant AB, militant culturel)²⁰.

Ce sont surtout les jeunes appartenant à l'organisation juvénile Segi²¹ qui donnent une dimension linguistique radicale de l'inclusion dans le groupe national basque. La langue semble se poser avec acuité comme contour de l'identité basque chez les jeunes militants qui ont pour une grande partie, bénéficié d'une scolarité en langue basque dans les écoles immersives. Mais la transmission familiale dans leur tranche d'âge est au plus faible dans l'ensemble de la société basque, même si les dernières enquêtes²² constatent une augmentation de bascophones

dans la population jeune. L'usage du basque reste une caractéristique des générations nées avant 1940 et du monde rural et agricole.

Dès la naissance du nationalisme basque en France apparaissent des tensions sur la langue basque. Si depuis sa création, le journal Enbata publie quelques textes en basque, il privilégie l'écriture en français, afin de diffuser largement l'idéologie abertzale. De nombreux militants qui défendent la langue basque lui ont reproché ce choix. À l'inverse, lors de la création de la première radio bascophone en 1981, de nombreux militants s'y sont fortement opposés. Pour beaucoup de militants abertzale, la langue est la principale caractéristique du « peuple basque », parce qu'elle diffère de l'ensemble des autres langues, mais aussi parce qu'elle permet, selon certains militants interviewés, de mettre en actes l'unification du Pays basque espagnol et du Pays basque français. Quand les militants des deux côtés se rencontrent, ils parlent le basque dans les réunions.

En revanche, des leaders non-bascophones, même s'ils promeuvent aujourd'hui la défense de la langue et de la culture dans les villes où ils ont été élus, ne mettent pas dans l'ordre des priorités la question linguistique, mais plutôt les revendications politiques et celles attenantes au territoire comme la création d'un département. Les thèmes de l'écologie, du logement, des prisonniers priment également dans les activités de certaines organisations. Ce sont d'ailleurs ces thèmes non-identitaires qui ont drainé le plus grand nombre de non-basques au sein de cet espace militant.

La délimitation de ce territoire génère de nouveaux conflits et des réorientations stratégiques des abertzale. La désignation du territoire peut très bien avoir une connotation ethnique ou politique. Un débat s'est posé lors de la mobilisation en faveur de la création d'un département, dans le choix de sa qualification entre « département basque » et « département Pays basque ». La première désignation défend un territoire vécu comme collectif, un territoire-sujet (Chaussier, 1996) qui est « ethno-culturel ». La seconde, qui est celle utilisée aujourd'hui, qualifie le territoire plus que l'ethnonyme. Cela permet de prendre en compte une diversité d'origines dans le « nous » national basque. Par ailleurs se pose aussi la question des limites de ce

²⁰ Jérôme est informaticien. De père portugais et de mère française, il a vécu durant son enfance dans plusieurs villes notamment en région parisienne, puis ses parents se sont installés à Montpellier lors de son adolescence. Il y a appris un peu l'occitan lors de ses études supérieures. Il est arrivé au Pays basque à l'âge adulte, lors d'un stage professionnel. Il s'est marié avec une bascophone. Après avoir appris le basque, il a créé un logiciel de traduction en langue basque pour les entreprises.

²¹ Organisation qui ne s'oppose pas à la lutte armée. En Espagne, cette organisation de jeunesse pratique la kale borroka (la guerre des rues).

²² IV^e enquête sociolinguistique, 2006.

territoire. L'adéquation entre les frontières de la langue et celles du territoire ne correspond pas au schéma de création du département. Le taux de bascophones est au plus bas dans certaines villes du Pays basque aujourd'hui. La ville de Bayonne, sous-préfecture des Pyrénées-Atlantiques, revendiquée par les autonomistes comme basque, n'a jamais été historiquement une zone bascophone. Denis Laborde (1997) a montré que ce conflit s'est également posé lors de l'éphémère existence du Centre culturel du Pays basque (de 1984 à 1988), après des débats acharnés entre élus locaux opposés à toute reconnaissance institutionnelle du fait basque (attitude qui a fortement évolué aujourd'hui) et mouvements culturels basques. Pour les associations culturelles basques, il fallait un centre « culturel basque » plus que « Pays basque » car la programmation culturelle du second terme allait favoriser d'autres programmations que celles de la culture basque.

Ainsi, selon les époques et les situations d'énonciation, les distinctions politique et culturelle, et les distinctions inclusive et exclusive, sont constamment en tension dans l'espace militant abertzale. Aujourd'hui, on peut y dégager trois pôles : un pôle minoritaire pour qui la définition généalogique se maintient, ce sont les militants les plus âgés ; un pôle jeune pour qui parler la langue est le critère exclusif de la définition d'un « nous » basque ; et enfin, un pôle majoritaire pour qui s'investir dans la défense du Pays basque par l'apprentissage de la langue ou par son soutien ou par l'activisme dans la sphère politique et économique, exprime l'identité basque. La seconde et la troisième définition sous-entendent une entrée dans l'appartenance basque par la volonté et l'investissement militant.

De la difficulté de construire une communauté de destin basque

Ce n'est plus une communauté ethnique qui est définie mais une communauté d'expériences, de pratiques et de normes qui se fonde sur la participation aux actions abertzale. Même s'ils se réfèrent à la notion de volonté d'être basque, celle-ci est conditionnée par une implication pour la défense de la culture et de la langue ou en faveur d'une reconnaissance politique du Pays basque. Ainsi, pour les abertzale, c'est moins un vouloir vivre ensemble qui définit la nation basque qu'un agir ensemble, culturel ou

politique. D'une définition essentialiste on passe à une approche existentialiste de l'identité basque. Cette définition constructiviste de l'appartenance basque s'explique par la socialisation militante. Beaucoup de militants sont entrés dans la problématique basque par le biais de la transmission militante. La socialisation secondaire et non primaire inscrit donc ces individus comme basque. Être abertzale s'exprime également par une certaine éthique de la contestation et par le degré d'implication dans l'action basque. Par conséquent, on est basque par l'activisme culturel et politique, par la voie du militantisme. L'identité basque est fortement liée à cette notion d'investissement : dans de nombreux entretiens, des militants autonomistes distinguent les « basques actifs » des « basques passifs ».

L'abertzalisme transforme donc cette polarisation raciale et généalogique en une polarisation volontaire et participative. Mais cette nouvelle définition d'une basquité par l'activisme culturel et politique et le volontarisme politique, crée de nouvelles différenciations. Selon les abertzale, le « *Basque de sang* » peut être un « *anti-Basque* » (terme qui désigne chez eux celui qui s'oppose à la défense de la langue et de la culture basques) dans le sens où celui-ci n'a ni la volonté de souveraineté du Pays basque, ni le désir de participer à l'activisme abertzale. L'impensé suivant se maintient : que faire de ceux, basques ou non-basques d'origine, qui ne souhaitent pas entrer dans la dynamique nationaliste ? Comme le souligne Enric I. Porqueres dans le cas de l'Espagne et qu'on peut transposer en France, « malgré une apparence d'ouverture, la conception manipulée de la nation pose encore toujours le refus de penser la nation à partir du corps social, de la société basque, telle qu'elle est » (2001 : 533). Les militants basques français conviennent pourtant que l'ensemble des Basques ont des rapports différents à cette identité.

« Ma mère, elle est basque, elle ne se sent pas abertzale. Elle dit l'Espagne, elle se sent basque. Un basque qui est en Argentine, qui est parti il y a 50 ans, il est basque. Même s'il n'est pas indépendantiste, il est basque. Il se sent basque. Nous, on ne peut pas empêcher cette personne là de se sentir basque, d'avoir un sentiment d'identité, d'appartenance, quelque chose. Harinordoquy, il doit se sentir basque même s'il

*est à l'équipe de France ou Lizarazu*²³. *C'est quoi être basque ? Je ne sais pas, moi. Moi, être basque, c'est mon engagement. D'autres, être basque, c'est chanter en basque et aller à l'église. Je ne sais pas, ce n'est pas à définir et j'espère que ce ne sera jamais écrit sur papier, noir sur blanc c'est quoi être basque* ». (Battitte, né en 1970, permanent salarié d'une organisation abertzale, membre du parti Batasuna)

De nombreuses voix émergent actuellement en France pour inclure dans le « nous » national basque, les Basques ou les non-Basques qui n'ont pas de sentiment national basque. Pour la population basque dans sa majorité, l'identité basque ne se définit que d'un point de vue culturaliste : cantonnée à la sphère privée et familiale, elle ne peut requérir un sens volontariste et reste dans une dimension généalogique. Comme avait pu le constater de façon plus globale les premières enquêtes de Juan Linz en 1985, qui demandaient aux personnes interrogées en Espagne et en France de citer une condition nécessaire pour que quelqu'un puisse « être considéré comme basque », au Pays basque français, où l'auto-identification uniquement basque est comparativement très faible devant celle du Pays basque espagnol, les définitions primordialistes prennent le dessus (Darviche, Peres, 2006 : 18). Les résultats de l'enquête collective, réalisée en 2004 sur l'identité et les pratiques collectives basques, portant sur 3 800 habitants du Pays basque, confirment également que ceux qui ne se considèrent pas comme basques, c'est-à-dire ceux qui se sentent plutôt espagnol, plutôt français, plutôt navarrais ou navarrais-espagnols, relient, en plus grand nombre qu'ailleurs, l'identité basque à l'origine (être né au Pays basque) et avec le fait d'avoir des ancêtres. Par contre, ceux qui ont un sentiment identitaire basque plus accentué accordent une plus grande importance à la volonté d'être basque, de défendre le Pays basque et de parler en basque comme condition pour qu'une personne se sente basque²⁴. Les abertzale sont contraints par cet imaginaire majoritaire dans la qualification d'un « nous » national

basque ; celui-ci conditionne leurs répertoires d'actions et leurs registres de discours.

Aujourd'hui, il existe toujours autant de fluidité des frontières identitaires, chaque groupe défend son organisation sociale de l'altérité. Les critères d'obtention de cartes d'identité basque créées ces dernières années au Pays basque espagnol en attestent.

En Espagne et en France, plusieurs cartes d'identités basques sont à la disposition de la population. Dans un fort mimétisme avec l'État contesté, la carte d'identité constitue, pour les organisations abertzale, un outil symbolique et matériel pour se présenter comme nation. Cependant, selon Xavier Crettiez, cette initiative militante relève d'un paradoxe : en fabriquant la carte d'identité, « elle affirme sa singularité communautaire par l'adoption d'un outil historiquement conçu pour rompre avec les modes communautaires de reconnaissance » (2006 : 174). Pour la majorité des demandeurs basques français, ce document est un des outils de la « lutte pour la reconnaissance » (Honnet, 2000) : il permet de se dire basque. Pour d'autres, posséder la carte, renvoie plus à une logique de confrontation avec l'État, une manière de déposséder la légitimité de l'État sur la définition identitaire du territoire.

L'existence de plusieurs cartes dévoile la difficulté de fixer et d'institutionnaliser des critères de nationalité basque. L'espace militant au Pays basque espagnol comme français s'est profondément divisé sur cette question. En 1997, l'association ENA (Euskal Nortasun Agiria) crée une carte d'identité basque. Son objectif est de « faire prendre conscience de la nationalité basque aux Basques ». La nation basque n'étant pas reconnue en tant qu'État, cette carte permet selon cette association, de matérialiser l'identité basque, de la concrétiser. Le 12 septembre 1998, le Pays basque est en train de vivre un événement historique : les Accords de Lizarra-Garazi. Toutes les tendances du nationalisme basque, les communistes de la « gauche unie », des syndicats et associations du Pays basque signent un accord qui définit une méthode de paix valorisant la résolution politique du conflit basque. ETA déclare en même temps une trêve illimitée. Beaucoup d'événements se sont produits à cette période, notamment la création d'Udabiltza, l'association des municipalités et élus municipaux

²³ Respectivement joueurs de rugby et de football.

²⁴ Rapport d'étude (2007 : 54), « Identité et cultures basques au début du XXI^e siècle », Institut culturel basque et Société d'études basques Eusko Ikaskuntza.

du Pays basque. Au sein d'Udabiltza, un comité se met en place pour élaborer une réflexion sur la carte d'identité ENA. Cependant, l'échec des discussions entre le gouvernement espagnol et l'ETA pousse l'organisation armée en décembre 1999, à rompre la trêve qu'elle avait déclarée. Cet arrêt de la trêve scinde en deux l'Udabiltza ; d'une part, les partisans de Batasuna, proche d'ETA et d'autre part, ceux proche du PNV. L'association ENA se trouve donc confrontée à deux Udabiltza dont les buts idéologiques diffèrent, mais garde son objectif de continuer à travailler avec les deux ; l'association ENA souhaite se démarquer de toute appartenance politique. L'Udabiltza-Batasuna propose, quelques temps plus tard, un autre type de carte et demande à l'association d'arrêter la diffusion d'ENA. ENA refuse. En 2000, Udabiltza-Batasuna sort alors sa propre carte, qu'elle désigne « carte de nationalité basque EHNA » (Euskal Herriko Naziotasun Aitormena). Udabiltza-PNV quant à elle, s'engage à ne pas produire d'autres documents, contrat qu'elle ne tiendra pas. En 2001, le gouvernement de Madrid décide également de diffuser la carte d'identité espagnole en langue basque. On assiste ainsi petit à petit à une bataille symbolique entre les divers partis qui tentent d'établir chacun, à partir de l'initiative ENA, leur propre carte d'identité basque. De 1997 à 2003, de sources militantes, 32 000 personnes auraient obtenu le document ENA. En 2006, 50 000 personnes posséderaient l'autre carte, EHNA.

Ce sont les critères d'obtention des cartes ENA et EHNA qui ont justement provoqué des conflits à l'intérieur de l'espace militant autonomiste basque en France²⁵. Pour la carte ENA, quatre conditions sont définies, mais la satisfaction d'une seule d'entre elles suffit pour l'obtenir : 1) être né au Pays basque ; 2) être conjoint ou enfant de celui qui remplit les conditions 1, 3 et 4, que l'on vive ou non au Pays basque ; 3) être résidant au Pays basque depuis un an²⁶ ; 4) être

bascofphone. Si la carte ENA ne s'est pas positionnée en vue de la construction nationale même si son initiative va dans ce sens, la carte EHNA²⁷ délivrée par l'association des municipalités et élus municipaux de la gauche abertzale, Udabiltza-Batasuna, demande à celui qui veut l'obtenir d'accepter trois principes : le droit à la territorialité, à la souveraineté, et à l'identité nationale du Pays basque ; la volonté de participer à la construction nationale ; et le respect de la langue basque. Pour certains militants du Pays basque français, la carte EHNA présente l'inconvénient d'exclure une partie de la population basque qui se sent française et qui rejette l'idée d'une indépendance ou d'une autonomie. Au contraire, pour Udabiltza-Batasuna, ENA est exclusive car elle prend en compte le critère d'origine et de résidence. Pour EHNA, seule la volonté de construction nationale définit l'identité basque : ce n'est ni le droit du sol, ni le droit du sang, mais seulement la volonté de construire un Pays basque souverain. Chaque organisation se constitue alors comme détenteur légitime de la définition de l'identité basque. Ceci révèle au grand jour les fluctuations identitaires, le nationalisme effaçant souvent les diversités internes de la société basque, au profit de l'image d'un Pays basque uni, quasi-mythique. En effet, il n'y a pas d'évidence collective à propos de l'identité politique à donner au Pays basque. Le conflit existe donc sur les définitions à lui donner, chacun voulant matérialiser sa propre catégorisation.

Conclusion

Ainsi, les nationalistes basques français se sont-ils dégagés au fil des années des conceptions raciales, généalogiques et linguistiques traditionnelles de l'appartenance au groupe « basque » dans l'objectif d'amener le plus grand nombre à s'engager pour la reconnaissance d'une nation basque. Toutefois, plus qu'un vouloir vivre ensemble, c'est un agir ensemble qui définit aujourd'hui une personne comme basque, selon les abertzale. Ce sont les pratiques militantes qui

²⁵ Les militants nationalistes basques français vont majoritairement choisir ces deux cartes car le poids du Parti nationaliste basque (PNV), démocrate-chrétien, est faible en France.

²⁶ Il est nécessaire pour obtenir la nationalité espagnole, de vivre depuis 10 ans en Espagne. Au départ, ENA avait imposé cinq ans de résidence au Pays basque. Ce document remplit une fonction sociale pour les sans-

papiers qui vivent au Pays basque. Certains d'entre eux l'auraient demandé en raison de sa rapidité d'obtention.

²⁷ Elle s'obtient au Pays basque français lors de campagnes d'adhésions, dans des lieux publics ou dans des salles réservées aux associations affiliées aux mairies qui acceptent la diffusion de la carte.

définissent l'inclusion dans le groupe « basque ». L'analyse de l'entrée et le maintien de militants qui n'ont pas d'ascendants basques, dans l'engagement nationaliste éclaire au plus haut point ces nouveaux critères de délimitation de l'appartenance basque. Ces derniers se disent basques par un activisme abertzale, dans l'engagement lui-même, mais également dans les épreuves douloureuses qui unissent la communauté militante (passage en prison, décès des militants des organisations armées, etc.). Ces données empiriques recueillies sur le terrain nationaliste basque interrogent les affirmations de Jean-William Lapierre dans la préface du livre de Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fénart, *Théories de l'ethnicité* : « Qu'est-ce qui fait qu'on peut entendre quelqu'un dire : « quand j'étais catholique » ou « avant que je devienne protestant (ou athée) » ; « quand j'étais de gauche » ou « avant que je devienne de droite » ; [...] - mais qu'on ne pourra jamais entendre personne dire : « quand j'étais breton (ou wallon, ou acadien, ou tutsi) » ni « avant que je devienne corse (ou flamand, ou juif, ou hutu) » ? » (1995 : 13). À l'appui des deux auteurs qu'il préface, il souligne combien la question de l'ethnicité est celle de la fixation des symboles identitaires qui fondent la croyance en l'origine commune. Si cela a pu être le cas dans le début du nationalisme basque, les observations de Jean-William Lapierre ne sont valables aujourd'hui, que pour les Basques qui ne sont pas inscrits dans des organisations politiques au Pays basque français. En effet chez les non abertzale, la définition primordialiste ou ethnique reste encore prégnante, en particulier chez ceux qui s'éloignent le plus d'une revendication nationaliste basque. En revanche, les organisations abertzale tentent de produire dans les représentations de leurs militants, le passage d'une identité ethnique à une identité nationale. Leur objectif est de construire des frontières identitaires qui se rapprochent le plus de celles d'un État-nation. L'élaboration des cartes d'identité basque le démontre. On mesure ici combien les institutions militantes ont un poids dans la formation du système de pensée (Douglas, 2004 : 143) de leurs membres. Cette définition de l'appartenance basque par l'engagement militant pose de nombreux problèmes au chercheur pour qualifier ce nationalisme (culturel versus politique, ethnique versus civique). Selon les périodes historiques du

mouvement nationaliste et surtout selon les militants, ces frontières varient. Les tensions qui persistent aujourd'hui dans cet espace militant, qui portent sur la place plus ou moins grande à donner à la langue basque comme frontière identitaire dépendent en grande partie des trajectoires socioculturelles de ses militants (né au Pays basque, bascophone dès la prime enfance, etc.).

Bibliographie

- Barth F. (1995). Les groupes ethniques et leurs frontières, in Poutignat P., Streiff-Fénart J. (éds.). *Théories de l'ethnicité*. Paris : PUF, 203-249
- Bernoville G. (1946). Géographie humaine du Pays Basque, in Bernoville G., Etcheverry M., Ithurriague J., Veyrin P., *Visages du Pays Basque*, Editions des Horizons de France, 11-50.
- Bidart P. (2001). *La singularité basque*. Paris : P.U.F ethnologies.
- Bourdieu P. (2002). *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*. Paris : Le Seuil.
- Brock F. (1992). Discours nationalistes et identités basques, Enbata (1960-1992), *Mémoire de maîtrise, Université de Nice*.
- Chaussier J.-D. (1996). *Quel territoire pour le Pays Basque ? Les cartes de l'identité*. Paris : L'Harmattan.
- Conversi D. (1999). Nationalism, boundaries and violence. *Millennium : Journal of International Studies*, vol. 28, n°3, 553-584.
- Crettiez X. (2006). Les cartes d'identité régionalistes, in Crettiez X. (éd.). *Du papier à la biométrie : identifier les individus*. Paris : Presses de Sciences Po, 171-188.
- Darviche M.-S., Peres H. (2006). Comparer les dynamiques identitaires avec Juan Linz : le cas de l'Espagne et de la France, *Colloque international « penser la démocratie autour de l'œuvre de Juan Linz »*, 7-9 septembre.
- Davant J.-L. (2000). *Histoire du Peuple basque*. Donostia : Elkarlanean.
- De Lancre P. (1612). *Tableau de l'inconstance des mauvais anges et démons, où il est*

- amplement traité des sorciers et de la sorcellerie*. Paris : Nicolas Buon.
- De Montaigne M. (1580). *Essais*, Bordeaux : Simon Millanges.
- Douglas M. (2004). *Comment pensent les institutions*. Paris : La Découverte.
- Dubois V. (2001). Action publique et processus d'institutionnalisation : sociologie des politiques culturelle et linguistique et du traitement bureaucratique de la misère. *Mémoire pour l'habilitation à diriger les recherches en sociologie, Université de Paris I*.
- Elorza A., Garmendia J. M., Dominguez F., Unzueta P. (2002). *ETA, Une histoire*. Paris : Denoël Impacts.
- Eriksen T. (1993). *Ethnicity and Nationalism*. Londres : Pluto Press.
- Garnung J.- P. (2003). *Je vous écris du Pays Basque*, Editions Pimientos.
- Gatti G. (2006). L'identité est une « invention habitable » (ou comment au Pays basque, la sociologie contribue à faire, défaire et refaire la vie sociale), in Boudreault P.-W., *Génies des lieux. Enchevêtrement culturel, clivages et ré-inventions du sujet collectif*. Québec : P.U.Q, 135-148.
- Honneth A. (2000). *La lutte pour la reconnaissance*, Paris : Cerf.
- Jaffrelot C. (2006). Pour une théorie du nationalisme, in Dieckhoff A. et Jaffrelot C, *Repenser le nationalisme*, Paris : Presse de Sciences Po, 29-103.
- Jauréguiberry F. (1983). *Question nationale et mouvements sociaux en Pays basque Sud*. Thèse de doctorat de troisième cycle en sociologie, EHESS.
- Jausoro Nekane (1999). Langue en Pays basque. La langue comme agencement de « fusion » (identité/altérité) dans l'interaction sociale, in Pérez-agote Alfonso (éd.). *Les nouveaux repères de l'identité collective en Europe*, Paris : L'Harmattan, 147-158.
- Laborde Denis (1997). Politique culturelle et Langue basque. Le centre culturel du Pays basque (1984-1988). *Lapurdum II, Etudes basques*, octobre, 339-353.
- Lhande Pierre (1926). *Dictionnaire Basque-français*. Paris : Gabriel Beauchesne.
- Lapierre J.-W. (1995). Préface, in Poutignat P., Streiff-Fenart J. (éds.), *Théories de l'ethnicité*. Paris : PUF, pp.
- Linz J.J (1985). From Primordialism to Nationalism, in Tirvakian A., Rogowski R. (éds.), *New nationalisms of the developed West, Toward Explanation*. Boston : Allen and Unwin, 211-215.
- Malherbe J.-P. (1977). *Le nationalisme basque en France (1933-1976)*. Thèse de 3^{ème} cycle de sciences politiques, Université des sciences sociales Toulouse 1.
- Moreau Roland (1970). *Histoire de l'âme basque*. Bordeaux : Taffard.
- Porqueres I Géné Enric (2001). Le mariage qui dérange. Redéfinitions de l'identité nationale basque. *Ethnologie française*, XXX1, 3, 527-536.
- Poutignat P., Streiff-Fenart J. (1995). *Théories de l'ethnicité*. Paris : PUF.
- Sériot P. (1997). Ethnos et Demos, la construction discursive de l'identité collective. *Langage et société*, n°79, 39-51.
- Terejina Montaña B. (1992). Nacionalismo y lengua : los procesos de cambio lingüístico en el País vasco. Madrid : CIS.
- Thomas P. (2005). Usage et dénonciation de la notion d'ethnie basque par l'anti-départementalisme en Pays basque Nord. *Lapurdum*, janvier, X, 233-246.
- Wieviorka M. (1988). *Sociétés et terrorisme*. Paris : Fayard.